L'économie solidaire ou l'impossible définition ?

Si, on peut à peu près aisément cerner les contours de l'économie sociale et solidaire, expliquer sans trop de difficultés ses domaines d'interventions, son histoire, il en va tout autrement, dès qu'il s'agit de la définir, plus précisément.

Cette difficulté, de l'ECOSOL à se définir, à s'expliquer, mérite d'être interrogée sous l'angle de l'identité. En effet, la question posée, avant d'être technique (pratiques ou institutions) est à mon sens, d'abord symptomatique d'une absence, ou en tout cas d'une construction identitaire, encore en devenir. La question de la définition mériterait donc, d'être réfléchie aussi sous l'angle identitaire.

C'est un fait, la question de l'identité tourmente notre époque. Elle hante aussi bien, les philosophes, les politiques, les psychologues. Les discours nous renvoient un individu <post moderne> caractérisé par une quête ambivalente où l'affirmation de soi devient un objectif exaltant et un fardeau accablant. Mais l'individu n'est pas seul à poursuivre cette quête, les groupes sociaux, sont également tendus, vers la recherche ou la défense de leur identité (communautés ethniques, régionales...).

Toutes ces manifestations ne sont pas sans lien entre elles. Elles témoignent sans conteste d'une crise qui ébranle les fondements de la socialité à tous les niveaux (de l'individu aux institutions, et aux sociétés globales). C'est dans les moments de remise en question, de déni, de rupture, de bouleversement qu'elle devient problématique. L'incertitude et la fragilisation qui l'affectent sont les symptômes d'un « malaise dans la civilisation » qui mine les modèles, Les valeurs, les repères traditionnels et les institutions qui les portent. La problématique de l'identité apparaît au cœur de la mutation psychosociologique et culturelle que connaît le monde actuel.

Comme le psychanalyste Erik Erikson l'annonçait de façon perspicace en 1968 :« L'étude de l'identité devient aussi centrale à notre époque que celle de la sexualité à l'époque de Freud. »

Dans ce contexte, est il étonnant que l'ECOSOL, ait des difficultés à se définir, à se construire une identité ? D'autant que l'ECOSOL, si elle repose sur une réalité économique, se veut, se pense, pour une partie d'entre elle, également comme un projet politique. Projet politique, qui pour l'instant, se développe par des initiatives, des projets, mais sans être en capacité, à l'heure actuelle, de créer une pensée alternative crédible.

Il est vrai aussi que les rapports entre l'Economie sociale et solidaire, et le politique, sont ambigus, en tout cas, pour ce qui concerne les pays du Nord. En effet, le financement de l'ECOSOL, dans cette région du monde est largement dépendante des subsides publics ; hors, la sphère politique oscille encore souvent (trop) entre tentations d'ingérence, ou indifférence ; ne voulant voir en l'Ess qu'un rouage, qu'un moyen d'action destiné aux pauvres, aux défavo-

risés, ou comme une économie de survie, recyclant, de ce fait, une philanthropie très 19ème siècle, mais encadrée, cette fois par un état social

Si l'identité est une contruction psychologique de représentation qui se traduit par le sentiment d'exister (ce qui est le cas) en tant que singularité, l'identité pour qu'elle soit, doit aussi être reconnue, comme telle par autrui.... Difficile de se construire une identité propre quand les représentations d'autrui sont aussi marquées. Pour l'instant, les repères identitaires de l'ECOSOL semblent façonnés, en partie par l'extérieur.

Ceci dit, pour ce qui concerne, les structures de celle ci, si, on veut retenir leur faculté à créer l'innovation sociale, à défricher de nouveaux concepts, force est constater, que ses structures, ont quelque fois une tendance, de par le contexte, et les finalités, qui sont les leurs, à privilégier l'action au détriment de la réflexion, et ce faisant, à peut être trop se cantonner dans le faire. Avec, à terme, le risque de s'enfermer dans un simple rôle de laboratoire d'innovations, reprises, recyclées, par le marché ou les puissances publiques.

Or, l'essence même de la démarche économie solidaire, est de n'avoir certes, aucune exclusive, concernant ses activités, mais de les penser, de les réfléchir, de les caractériser par le **pourquoi, et le comment je fais**. Ce qu'on appelle communément **la recherche de sens**.

Or, cette recherche de sens, participe à la construction de l'identité. Mais cette recherche, de sens, si elle demande des convictions, des valeurs doit aussi pouvoir s'appuyer sur des compétences, des connaissances transversales, une culture générale conséquente et étoffée. Il sera peut être nécessaire, dans le futur de réfléchir à des formations spécifiques à tous les intervenants de l'ECOSOL, afin de bâtir un socle de culture professionnelle.

Cela dit, l'anthropologie, et plus particulièrement les travaux de Fredrik Barth sur l'anthropologie sociale, tout comme les travaux de Goffman, nous apprennent également que l'identité d'un corps social ne se limite pas à une culture, ou à des pratiques, mais également à des interactions entre individus. Qu'un monde social est par nature instable, diverse, ce qui réfute la croyance, ou le fantasme de la cohérence et de l'intégration.

Si l'économie solidaire, devait être dessinée par un enfant, elle aurait vraisemblablement plus de ressemblance avec une comète, plutôt qu'avec une planète bien ronde et bien finie. La recherche d'une identité/définition, tranchée ne serait elle alors qu'un leurre ? Pas sûr, en tout cas, il faut vraisemblablement la réfléchir, comme une pensée complexe qui admet en son sein les incertitudes et les contradictions. La pensée complexe n'est pas une pensée exhaustive ; c'est une pensée qui essaie de se colleter avec les difficultés ; il est évident qu'il vaut mieux avoir un objet bien précis, et des idées claires et distinctes qui vous permettent d'isoler les objets les uns des autres et de les séparer de leur environnement.

Mais, une fois que l'on se rend compte que l'atome est une vraie constellation de particules, et que chaque particule elle-même, est quelque chose qui ne peut pas être clairement défini, l'idée d'un objet totalement isolable n'est plus acceptable; pas seulement pour la particule, mais aussi pour l'individu, et à fortiori pour les groupes sociaux.

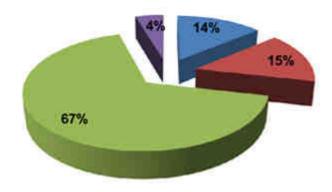
Ceci dit, que l'économie solidaire soit une pensée complexe ayant plus de parenté avec une nébuleuse, qu'avec un élément bien carré, il n'en reste pas moins vrai, que la définition de l'économie solidaire reste centrale, et toujours en suspens. Afin de tenter de répondre à la question de savoir, si elle peut être définie par ses institutions ou par ses pratiques, il est intéressant de savoir qu'elle est la vision que possèdent les intervenants de l'Ess.

Pour ce faire le sondage effectué par le labo est intéressant à un plus d'un titre. http://www.lelabo-ess.org/les-premiers-resultats-du-sondage/



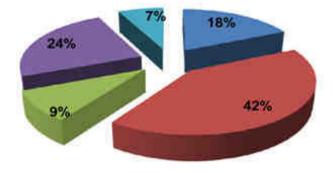
Pour vous, l'appartenance à l'ESS se démontre d'abord par

- le fait de s'y reconnaître et de s'en réclamer
- le choix d'un statut d'économie sociale
- des pratiques conformes à un faisceau de critères
- I'appartenance à un réseau reconnu d'ESS



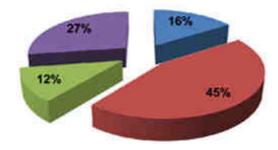
3) De votre point de vue, qu'est-ce qui caractérise le mieux une initiative de l'ESS

- sa gouvernance démocratique
- son utilité sociale
- sa lucrativité nulle ou limitée
- son modèle économique pluriel
- son ancrage territorial



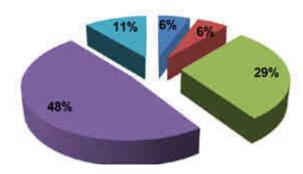
Pour vous, le principal défi interne que doit relever l'ESS pour changer d'échelle, est de

- développer le sentiment d'appartenance en son sein et faire mouvement
- développer les coopérations économiques entre ses acteurs et faire système
- améliorer ses pratiques démocratiques et se renouveler
- mieux rendre compte de ses spécificités et de son utilité sociale



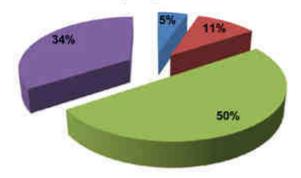
5) D'après vous, pour changer d'échelle, l'ESS doit d'abord et avant tout chercher à

- compter sur ses propres forces
- établir un partenariat fort et durable avec l'Etat
- établir un partenariat fort et durable avec les collectivités locales
- s'appuyer sur les citoyens et la société civile



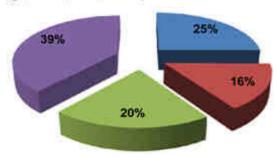
6) Pour vous, la priorité des élus locaux pour développer l'ESS doit être de

- consolider et développer les politiques spécifiques de l'ESS
- construire des partenariats pour l'ESS entre collectivités de
- différents niveaux inscrire l'ESS dans l'ensemble des politiques de la collectivité
- faire évoluer les politiques de droit commun en s'inspirant des valeurs et bonnes pratiques de l'ESS



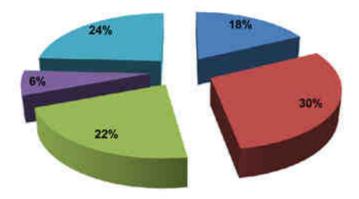
7) Pour vous, la meilleure façon dont l'Etat peut porter une politique en faveur de l'ESS consiste à mettre en place

- un Forum de type « Grenelle » impliquant ESS, Etat, collectivités... pour construire un plan à 10 ans
- une administration spécifique, de type Délégation interministérielle, avec des moyens ad hoc
- un Secrétariat d'Etat « pour une économie responsable et solidaire », incluant les enjeux ESS
- des « Unités ESS » dans des Ministères (économie, travail, écologie, santé, éducation ...)



8) A la lumière des travaux du Labo et de votre propre réflexion, selon vous, pour changer de cap la prochaine étape du mouvement doit être

- faire reconnaître l'ESS comme un acteur à part entière de l'intérêt général
- obtenir un usage systématique de critéres sociaux et écologiques dans les leviers économiques publics (marchés publics, aides publiques, législations bancaires...)
- diffuser l'ESS dans l'ensemble du système éducatif, la faire connaître et faire émerger une nouvelle génération d'acteurs
- augmenter significativement les financements publics et privés disponibles pour consolider et développer l'ESS dans la durée
- modifier les indicateurs de richesse et de performance utilisés par les pouvoirs publics et par les entreprises



D'après l'enquête, l'Ess serait donc d'abord un projet de société (question1), fondé sur des critères (question 2), ayant pour finalité une utilité sociale (question 3). Pour se développer, celle-ci devrait accroître ses coopérations en essayant de créer son propre système (question 4), en s'appuyant sur les citoyens, et les collectivités locales (question 5).

Pour ce qui concerne les rapports de l'Ess et des politiques, l'ancrage local semble essentiel pour les sondés. A 50%, ils défendent l'idée que l'Ess doit être inscrite dans l'ensemble des politiques locales (question 6). 24% des personnes s'étant exprimées souhaitent également faire évoluer les politiques locales en fonction des bonnes pratiques de l'Ess. Quant aux rapports avec l'Etat, ceux-ci sont plutôt envisagés et souhaités par le biais d'entités spécifiques dans les différents ministères (question 7), mais également par l'adoption par ces Etats de critères sociaux et écologiques pour l'ensemble de leurs politiques.

Au vu de ces réponses, l'Ess, ou en tout cas, le dénominateur commun de l'Ess serait donc la nécessité de définir des critères (normes ?) applicables aux activités, et aux finalités. Le <label> économie solidaire devrait donc d'abord respecter un certain nombre de critères sociaux, environnementaux, démocratiques, quelque soient les domaines d'activités.

Comment juger cette demande de morale car ne s'agit il pas aussi de cela ? Bien sûr, la crise est passée par là. Mais pas seulement. Ne peut on pas y voir, la nécessité d'avoir une plus grande clairvoyance sur le qui fait quoi et comment ? Car dans la nébuleuse de l'Ess, il existe des structures tout à fait démocratiques dans les statuts, mais qu'en est-il dans la réalité ? Les pratiques ? Même chose. On peut légitimer s'interroger sur le rôle de certaines mutuelles, de certains établissements bancaires qui ne revendiquent l'étiquette économie solidaire, que pour surfer sur l'air du temps.

Cette apparente volonté de doter l'Ess de critères ne reposerait elle pas aussi sur une volonté diffuse, et jamais vraiment explicitée de séparer le bon grain de l'ivraie? La définition de l'Ess comme maison ouverte à tous, ne recélerait elle pas des velléités d'en réglementer l'accès?

Au vu de l'enquête du Labo, les intervenants de l'Ess revendiquent dans leur grande majorité un autre modèle de société, de développement. Mais, il ne s'agit pas seulement de revendiquer, et de sauter sur sa chaise, encore faut il être en capacité de faire évoluer les fortes représentations, qui pèsent sur l'économie solidaire, car comme nous l'avons vu, l'identité est d'abord le fruit des représentations de l'autre, des autres.

En quoi, et comment, les structures de l'Ecosol se différencient véritablement, et en quoi et comment ces mêmes structures apportent un plus au bien commun, et peuvent représenter une alternative crédible. Là est la question.

Nous ne pourrons pas continuellement nous draper dans la morale, les bons sentiments, la critique, tout en entretenant des rapports frisants la schizophrénie avec une partie du monde politique.

Ne nous leurrons pas, il faudra bien un jour, se doter d'indicateurs permettant de comparer, confronter, chiffres à l'appui, les activités de l'Ess et celles du marché, afin de provoquer les nécessaires changements de représentation de l'opinion publique, et ainsi prouver, et démontrer, que l'économie solidaire n'est pas seulement une autre façon de <u>penser</u> l'économie, mais également et surtout une alternative avérée de la <u>faire</u>. La crédibilité et la pérennisation de l'Ess seront aussi à ce prix.

A mon sens, la recherche d'une définition/identité, qu'elle se fasse par les institutions ou les pratiques n'a guère de sens, ou en tout cas me semble pour l'instant hors de propos. Le véritable défi est d'engager le débat, la confrontation d'idée sur le terrain économique avec les tenants du marché, et plus généralement avec la société civile. Par ce biais, l'Ess pourra effectivement se forger une véritable identité. Mais encore faut-il pouvoir disposer de suffisamment d'outils et d'arguments tangibles et rationnels susceptibles d'étayer les réflexions et analyses théoriques.